

Rendre effectifs les droits des peuples autochtones



Par María Josefina Arce

La communauté internationale ne reconnaît pas encore pleinement les droits de quelque 370 millions d'habitants des peuples autochtones, repartis dans 90 pays.

Malgré le fait qu'en 2000 le Forum Permanent de l'ONU pour les questions des communautés autochtones a été mis en place et qu'en 2007 l'Assemblée Générale a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, l'organisme mondial admet que très peu a été fait pour la matérialisation des droits de ces populations originaires, qui souffrent de la pauvreté, de la faim, de la répression et du déplacement.

La réalité est que les indices de pauvreté parmi ces communautés sont plus élevés que parmi d'autres couches de la population dans plusieurs pays. Bien qu'ils ne représentent que 5% de la population mondiale, 15% des habitants du monde qui vivent dans la pauvreté extrême sont des habitants des peuples autochtones.

Dans plusieurs cas, ils ont perdu leurs principaux moyens de subsistance, comme la terre et les ressources naturelles. Depuis des décennies, ils émigrent vers les grands centres urbains où ils n'ont accès qu'à des emplois précaires, mal payés et de très basse qualité.

Selon la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, les communautés autochtones sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire par rapport au reste des habitants du monde.

Le siège de l'ONU à New York a accueilli la Première Conférence Mondiale sur les Peuples autochtones, une occasion de partager des points de vue et des expériences sur la façon de faire appliquer et respecter les droits de ces communautés .

La participation d'Evo Morales a été significative. Le premier président indien de la Bolivie a mené à bien d'importantes transformations bénéficiant à toute la société, spécialement aux secteurs les plus vulnérables comme les indiens.

Dans son intervention, Ervo Morales a rappelé que les principes du mouvement indien sont la vie, la mère terre et la paix et il a assuré qu'à l'heure actuelle ils sont menacés par le système capitaliste.

"Nos peuples, nos nations ne peuvent pas être gouvernées par des banquiers ou de grands entrepreneurs ou par les transnationales » -a-déclaré le président bolivien.

L'accès à la terre et aux ressources naturelles, la participation à la prise des décisions et le besoin d'avoir des espaces pour accomplir les aspirations des communautés autochtones dans l'agenda de l'après 2015, ont centré les débats de cette rencontre.

Espérons qu'à partir de cette conférence, les gouvernements prendront une plus grande conscience de la nécessité d'entreprendre des actions urgentes pour faire respecter les droits des peuples autochtones, dont la sagesse, méprisée depuis des siècles par l'arrogance occidentale, donne à l'heure actuelle au monde, une leçon sur l'amour à la Mère Terre et à l'être humain.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/34976-rendre-effectifs-les-droits-des-peuples-autochtones>



Radio Habana Cuba